



■ Dès dimanche, les légionnaires seront à Amancey. Photo DR

Manœuvres

Le scénario de l'opération Jura 2013

Pontarlier. La ligne de départ, c'est Amancey-Ornans. Environ 300 hommes seront projetés dimanche soir depuis Valdahon. Le but ? Progresser à pied pour libérer Pontarlier et Mouthe des positions ennemies. Une centaine d'hommes joue la force adverse avec l'appui des troupes de Valdahon et de Colmar. L'opération « Jura 2013 » est lancée. La progression s'opère par une série d'infiltrations, de surveillance d'objectifs et de « saisie » de villages et de points sensibles ou occupés par l'ennemi.

Lundi, les militaires devraient libérer Amancey, Chantrains et Bolandoz jusqu'à la ligne de crête. Mardi, Evillers et Septfontaines sont libérés, suivis de Sombacour, Bians-les-Usiers et Goux-les-Usiers. La progression se poursuit jusqu'à la Côte de Fol avec le début d'une mission de surveillance sur Pontarlier.

Mercredi, des opérations de reconnaissance musclée sont prévues dans Pontarlier avec des opérations de contrôle en milieu urbain. Jeudi, des reconnaissances seront effectuées vers des objectifs particuliers au centre-ville et dans la proche périphérie. Vendredi, une stratégie de rupture de contact sera mise en place avec les forces adverses qui se dirigeront vers Mouthe. L'objectif est d'opérer des retraits pour les attirer dans des zones où elles seront plus vulnérables. Cette stratégie sera mise en place pour les deux journées suivantes.

Au total, trois jours de combats sont donc prévus à l'arme blanche au centre de Pontarlier, avec des scènes qui promettent d'être spectaculaires. Des hélicoptères sont prévus, des échanges de tirs à blanc sur des points chauds... Le 11 novembre, plus de 100 légionnaires devraient participer au défilé traditionnel.

Transports Le renvoi du projet Saône-Moselle/Saône-Rhin à l'après 2050 n'a pas encore découragé ses soutiens

Pascal Viret, pro-canal historique

Besançon. S'il n'en reste qu'un... ce sera lui. S'il arrive à Pascal Viret de plier face aux vents mauvais, l'homme ne rompt pas et n'en démord jamais : le canal Moselle-Saône se fera « car il est indispensable ». Et si Rhin et Rhône peuvent être reliés par la vallée du Doubs, « ce sera encore mieux », ajoute-t-il. Certes, le renvoi du projet « aux calendes grecques » par le « Comité 21 » du député PS Philippe Duron puis par Jean-Marc Ayrault, c'est-à-dire bien après 2050, le chagrine puisqu'il devient peu probable qu'il assistera à son inauguration. Quoique. « Il est prévu une révision tous les cinq ans des investissements dans les infrastructures. Il suffirait d'une reprise de la croissance, d'une relance par des grands travaux... », se prend-il à espérer.

Qu'on ose douter que cette voie d'eau contestée, maillon manquant entre le nord et le sud, puisse être finalement creusée n'entame pas la conviction de Pascal Viret. À ses yeux, Philippe Duron et ses pairs n'ont « rien compris ». Ils ont « manqué de cohérence » dans leur rapport qu'il suffit de lire pour s'en convaincre, assène-t-il. « La commission et le gouvernement veulent privilégier les transports du quotidien. Je suis bien d'accord. Mais qui a décrété qu'il ne s'agissait-là que des transports des personnes et

pas du fret ? On mange tous les jours, non ? Je suis comme tout le monde favorable aux circuits courts, n'empêche qu'on a besoin d'autres produits. On ne veut que des camions ? » Que le « Comité 21 » et le Premier ministre aient « sorti » du champ de la réflexion la LGV Lyon-Turin, le canal Seine-Nord ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, prouve qu'on a « voulu protéger » des intérêts politiques particuliers, s'agace-t-il. La loi, chacun le sait, n'est acceptable et acceptée que si « elle est la même pour tous ».

« Coup fatal »

Alors, « face à ces coups de freins et d'accélérateurs » et ces « coups de barre à gauche et à droite » que les gouvernements alternent dès que son cher canal revient sur le tapis, Pascal Viret et l'association Saône-Rhin Europe, aux destinées de laquelle il préside, « ne baisseront pas les bras ». Eux jugent « absurde » qu'alors que les « études préliminaires étaient presque achevées », elles sont désormais « gelées », comme le sera l'instruction de tous les dossiers de l'après-2050. À l'occasion de leur assemblée générale, tenue à Besançon, ils ont voté une motion afin de ne pas « rester les bras croisés ». Son texte demande « aux principaux dirigeants de la France » de réintégrer

le projet Saône-Moselle/Saône-Rhin dans les priorités » du schéma national des infrastructures de transport et que le débat public « soit mené à son terme ». Sinon, ce serait un coup fatal porté « à la transition écologique et énergétique », s'indigne Pascal Viret.

L'ennui, c'est que si l'Alsace et la Bourgogne en rêvent encore, peu de politiques ont repris à leur compte ce combat en Franche-Comté. Que les écologistes d'EELV demeurent « contre » est une évidence qui n'explique pas tout. « J'aime bien les gens qui critiquent quand ils ont des alternatives à nous proposer », concède le président de Saône-Rhin Europe. « Là, ce n'est absolument pas le cas. » Les élections municipales n'étant guère propices à la relance du projet, Pascal Viret et ses amis se réservent plutôt pour la campagne européenne. « L'Union a maintenu le canal dans ses priorités », insiste-t-il. Le scrutin régional leur permettra aussi de se faire entendre, croient-ils. « L'époque est compliquée. La crise économique restreint les investissements. Et puis, il y a l'achèvement de la LGV Rhin-Rhône qui est important. Mais il ne faut pas opposer ces dossiers entre eux. Ils ressortent tous d'une même vision globale d'aménagement du territoire. »

Jean-Pierre TENOUX



■ Patrick Hell : « On nous laisse au milieu du gué. » Photo J.-P. Tx

L'Alsace mise sur le soutien de l'Europe

CCI : « Nos élus gardent la foi »

Mulhouse. Les temps sont durs mais « nos élus gardent la foi », assure Patrick Hell à propos de la construction du canal. S'il admet volontiers que l'achèvement de la branche Est de la LGV Rhin-Rhône entre Petit-Croix, près de Belfort, et la ville de Mulhouse figure « en tête des priorités affichées » par les instances consulaires, le chargé de mission à la Chambre de commerce et d'industrie territoriale du Sud-Alsace affirme que la mobilisation pour la voie d'eau reste intacte. « Nous sommes tous et toutes conscients des contraintes économiques et financières qui s'appliquent pour de nombreuses années à l'Union européenne, à l'État et aux collectivités. Mais est-ce une raison pour renoncer ? »

Jean-Pierre TENOUX

Marseille, la mer du Nord à la Méditerranée. Les chambres ont déploré l'absence de concertation en amont de la prise de décision. Le rapport de Philippe Duron aurait dû servir de base de réflexion et non pas nous laisser ainsi au milieu du gué. Sans nouvelles officielles depuis, comme si une chape de plomb recouvrirait maintenant le sujet. »

« Respecter la loi »

Le conseil d'administration du Consortium international pour le développement des voies navigables, où siègent de nombreuses CCI, a donc rappelé que les études relatives à Saône-Moselle/Saône-Rhin avaient été actées lors du Grenelle de l'Environnement et demandé « à l'État de respecter la loi et de conduire à terme le débat public ». Sur le terrain, Patrick Hell ne se berce pourtant guère d'illusions à court terme. « Ce sera long et nous le savons. Mais l'expérience a aussi montré que les vents pouvaient changer très vite de direction. Il suffit parfois d'un changement de gouvernement... » Problème, le projet n'a plus de financement propre depuis que le recours à la rente hydroélectrique du Rhône, solution à l'époque retenue par Charles Pasqua, a été remis aux oubliettes.

J.-P. Tx

Université Congrès ESN à Nancy

Erasmus : une expérience de vie

Nancy. Avec une quarantaine de bénévoles, Nancy est l'une des plus actives parmi les 25 associations du réseau ESN (Erasmus Student Network) en France. Au point de compter un ancien président à la tête d'ESN France, un autre à la vice-présidence d'ESN internationale.

C'est encore l'association nancéienne qui organise ce week-end dans la cité de Stanislas la rencontre annuelle des sections ESN de l'Europe de l'Ouest, représentées par quelque 130 bénévoles et délégués venant de Suisse, Allemagne, Belgique, Irlande, Royaume-Uni, Pays-Bas... Ces associations qui œuvrent à l'accueil des étudiants internationaux dans leurs universités et à la promotion de la mobilité auprès des étudiants de leur propre pays, profitent chaque année de ce temps fort pour échanger leurs bonnes pratiques.

Hier, les participants ont organisé au sein de la faculté de droit de Nancy un infomarket au cours duquel les étudiants ont présenté leurs universités et régions respectives, les activités de leur association. Aujourd'hui et demain seront consacrés à la tenue d'ateliers de formation : « A la communication,

à la prise de parole ou encore à l'organisation d'événements », explique le président de l'association nancéienne Mathieu Cossu. Lui, est un ancien Erasmus parti une année en Suède à l'issue de sa 3^e année d'école d'ingénieur à l'ESS-TIN à Vandœuvre-lès-Nancy. « J'ai été très bien accueilli par la section ESN de l'université qui me recevait. J'ai eu envie à mon retour en Lorraine de donner de mon temps aux étudiants étrangers arrivant sur Nancy, pour leur faciliter le quotidien, les aider à s'intégrer », explique-t-il.

On est en septembre 2012. Très rapidement, son engagement s'intensifie : en décembre 2012, il est élu vice-président de l'ESN Nancy puis président en septembre 2013. « Une expérience très riche », dit-il. « J'ai beaucoup appris au niveau de la gestion d'un projet, de la prise de parole. Autant de compétences nouvelles qui nous serviront dans notre vie future, tant sur les plans personnel que professionnel ».

Le réseau des étudiants Erasmus, né en 1990 à Copenhague, est composé de 432 sections locales réparties dans 36 pays européens.

M.-H. V.



■ Pascal Viret : « J'aime les gens qui critiquent quand ils ont des alternatives à proposer. » Photo J.-P. Tx

Bois Face à la morosité du marché, la filière est motivée à 100 % pour montrer que son traditionnel conifère a l'écorce dure. Et peut rivaliser avec les essences scandinaves

Opération séduction pour le sapin du Jura

Besançon. Le marché du sapin a une épine dans le pied. La filière se mobilise aujourd'hui pour la lui retirer. En lançant une opération de promotion qui vise à redorer l'image de cette essence devant lutter contre l'essor des bois clairs et l'invasion des bois scandinaves. Pour que le sapin du Jura devienne à nouveau le coup de cœur de la clientèle, la filière se réunit autour d'un programme « Sapin du Jura, tous ambassadeurs », qui veut vanter les vertus de ce résineux traditionnel du massif « 100 % naturel, 100 % durable, 100 % qualité, 100 % moteur, 100 % avenir ».

Sapin versus épicea

« La forêt franc-comtoise est reconnue pour des bois de bonne qualité quand on se compare au niveau national, mais on observe une grande hétérogénéité qui est un frein à une demande industrielle correspondant à un certain nombre de marchés actuels », pointe Étienne Renaud, le président du syndicat des résineux de Franche-Comté. « La clé de notre réussite demain, c'est de trouver les meilleures façons

de vendre et d'assurer la promotion de ce sapin du Jura. »

Au-delà du nouveau logo et des slogans développés par l'interprofession, la filière a rencontré constructeurs et prescripteurs pour « dégager des pistes d'innovation produit et process ».

Le sapin du Jura souffre en effet d'un manque de valorisation par rapport à son cousin épicea, notamment dans sa transformation vers des produits plus techniques qui nécessitent un séchage.

L'autre inconvénient de la forêt résineuse du massif jurassien est le calibre même des sapins, qui se fait notamment sentir dans la conquête de marchés porteurs tel que celui de la maison ossature bois. Le gabarit des résineux francs-comtois est trop important vis-à-vis d'autres sapsins provenant par exemple des pays du Nord ou germaniques, dotés de « forêts beaucoup plus jeunes que les nôtres, qui leur permettent une industrialisation de la récolte, dans un premier temps, puis de la première transformation ».

Les acteurs de la filière ne vont pas modifier d'un coup de baguette magique la no-



■ Le sapin du Jura souffre d'un manque de valorisation par rapport à l'épicéa, notamment dans sa transformation vers les produits techniques nécessitant un séchage. Photo d'archives

menclature de la forêt franc-comtoise. Tous ensemble, comme autant d'ambassadeurs, les scieurs, l'Association régionale pour le développement de la forêt et des industries du bois en Fran-

che-Comté (Adib), l'association AOC bois du Jura, l'ONF unissent leurs forces et leurs idées autour de trois axes essentiels à l'avenir du sapin du Jura : « Le différencier des bois d'importation du nord de

l'Europe, soutenir de nouveaux procédés de transformation en Franche-Comté et promouvoir la réalisation de projets innovants en sapin du Jura. »

Éric BARBIER

Keno gagnant à vie Tirages du **VENDREDI 1er NOVEMBRE 2013**

Midi

4	7	14	16	21	22	25	29	30	31
32	33	34	43	45	46	48	61	64	68

MULTIPLIEUR **x 3**

JOKER+ **4 953 629**

Résultats et Informations : fdj.fr

Soir

3	17	18	19	24	27	40	48	49	56
57	58	60	63	64	65	66	67	69	70

MULTIPLIEUR **x 2**

JOKER+ **3 215 063**

Les résultats ci-dessus sont communiqués à titre indicatif. Veuillez consulter le Journal Officiel. Les gains sont payables jusqu'à 90 jours suivant la date du tirage. JOUER COMPORTE DES RISQUES : DÉPENDANCE, ISOLEMENT... APPELEZ LE 09 74 75 13 13 (appel non surtaxé)